

Ouverture des Rencontres 2018

Avec Roland RIES, Président de Cités Unies France et Maire de Strasbourg, Ramon JAVIER MESTRE, Président de Mercociudades, Maire de Cordoba (Argentine), Emilia SAÏZ, Secrétaire générale de Cités et Gouvernements Locaux Unies (CGLU), Jérémie PELLET, Directeur général délégué, Agence française de développement

Introduction - Monsieur Roland RIES :

On est déjà entré dans le vif du sujet, dans le cadre de l'échange avec le ministre. Nous allons maintenant ouvrir ces Rencontres de manière officielle.

Bienvenue à toutes et à tous à cette neuvième édition des Rencontres de l'internationalisation des collectivités territoriales. Bienvenue à Monsieur le Ministre, aux ambassadeurs, aux élus locaux, aux réseaux de collectivités, aux associations, aux ONG, aux entreprises aussi qui sont là, aux services de l'Etat, et un remerciement tout particulier à la Délégation pour l'Action extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Je remercie également l'Agence française de développement (AFD), le réseau européen PLATFORMA et le réseau international Cités et Gouvernements Unis (CGLU).

Cette journée doit permettre des échanges aussi directs que possible. Nous en avons eu un premier aperçu avec les questions au Ministre. Je me réjouis que cette édition des Rencontres AICT ait pu être organisée dans de bonnes conditions. Je remercie particulièrement Geneviève SEVRIN qui s'est beaucoup investie, avec toute l'équipe de Cités Unis France, dans cette organisation.

Cette année est marquée par un double sceau. C'est une année de transition car nous préparons pour l'année prochaine le 10^e anniversaire de ces Rencontres. Le double sceau c'est d'abord une mise à l'honneur de l'Amérique latine, et je suis ravi d'accueillir Monsieur Ramon Javier MESTRE, Maire de Cordoba en Argentine et président du réseau Mercociudades, avec qui Cités Unies France signera un protocole de partenariat. Les relations entre les collectivités françaises et sud-américaines sont anciennes. Cette journée est l'occasion de les redynamiser. En 2018, nous avons réactivé à Cités Unies France un groupe-pays Argentine. Nous avons beaucoup de discussions et d'échanges avec le réseau Mercociudades et le réseau Al-Las, qu'il s'agisse des questions d'internationalisation des territoires ou de la mise en œuvre des ODD, dont nous avons parlé tout à l'heure.

Nous aurons ainsi l'occasion d'échanger avec les villes de Mexico et de Quito tout au long de la journée. De plus, demain, à la Mairie de Paris, les collectivités européennes et sud-américaines échangeront sur leurs attentes respectives, les expertises qu'elles développent et les pistes de meilleure coopération entre nous.

Le deuxième accent est mis aujourd'hui sur la question des ODD, dans un contexte d'urbanisation croissante, en se posant la question de la place réelle des collectivités, leur rôle spécifique dans l'atteinte de ces 17 objectifs, notamment de l'objectif 11 et de l'objectif 17. Ce sera l'occasion de démystifier ces ODD. On en parle souvent, mais de façon un peu générale. Ces ODD ne sont pas des nouveautés. Bien avant 2015 et leur officialisation par l'ONU, ces objectifs, à savoir, le développement durable de nos agglomérations, la lutte contre le réchauffement climatique et les problèmes liés à l'environnement, existaient. La rencontre à New-York sera également importante. Cités Unies France sera présente à ce Forum Politique de Haut Niveau, aux côtés des collectivités françaises. Il est important de faire ce point d'étape sur les ODD et l'AFD, ici représentée par Monsieur Jérémie PELLET, Directeur exécutif de l'AFD, qui est évidemment appelée à s'exprimer sur ce sujet.

J'ai le plaisir d'accueillir également Emilia SAÍZ, Secrétaire générale de CGLU. CGLU est l'organisation qui est notre 'grande sœur'. C'est elle qui s'occupe de l'internationalisation des collectivités territoriales au niveau planétaire.

Il reste à souhaiter une journée d'échanges, de libre expression, de promotion de la coopération décentralisée et plus généralement de l'action internationale des collectivités territoriales.

Monsieur Ramon Javier Mestre, Maire de Cordoba, président du réseau Mercocuidades :

Bonjour. Merci à Monsieur le président de Cités Unies France, Roland Ries, à PLATFORMA, au réseau AL-Las, à la Mairie de Paris, aux élus locaux, aux différents représentants d'institutions, de réseaux, de gouvernements locaux et régionaux. C'est un plaisir d'être présent parmi vous aujourd'hui. En tant que Président de Mercocuidades et Maire de Cordoba, participer à cet événement est important et significatif pour moi, notamment dans un monde où les gouvernements locaux et régionaux doivent acquérir davantage d'importance.

Mercocuidades est un réseau de villes d'Amérique latine. C'est un réseau qui a beaucoup d'activités, avec une présidence qui tourne tous les six mois entre les différents préfets et maires des villes de différents pays. Il ne s'agit pas uniquement des capitales, ce qui est important, car 80% de la population mondiale vit dans les villes. Nous pensons que l'internationalisation des agendas doit être en priorité celle des agendas des villes en relation avec les autres réseaux de collectivités.

Mon père a également été maire, gouverneur et ministre en Argentine. Dans les années 1980, il a rencontré Pierre Mauroy, ancien maire de Lille. Il fait parti de ceux qui ont laissé un héritage au niveau de la décentralisation, et cette décentralisation est un des

piliers des actions qui doivent être mises en place. Nous devons travailler pour renforcer les synergies dans ce sens. Cette coopération n'est pas nouvelle. Quand nous avons assumé la présidence de Mercocuidades, nous avons rencontré l'ambassadeur de France. Nous avons pu promouvoir différents types d'activités et la participation très importante sur les transports, la technologie, la culture et la gouvernance. La possibilité de ratifier toutes ces actions que nous étions en train de développer dans le temps, depuis Cordoba, avec Mercocuidades, avec Cités Unies, va sans doute nous aider à fortifier l'agenda global des différentes villes dans le monde. Notre participation dans plusieurs instances nous a permis de rencontrer divers acteurs, faire entendre l'agenda prioritaire de nos villes et la nécessité d'écouter les villes, pour ainsi fortifier nos démarches.

Les défis des ODD portent également sur la localisation de l'agenda 2030, dans un objectif qui va au delà de l'ODD 11, pour transformer notre monde sans que personne ne reste en arrière. Nous avons travaillé sur un agenda de genre dans notre réseau. Nous avons un travail très important, et je souhaite féliciter ceux qui vont participer aux différents ateliers, conférences, avec des amis de différents pays.

Tout ce qui est en lien avec la thématique du genre a un grand intérêt pour nous, tout comme la mobilité humaine et le droit à la citoyenneté. Ce sont des problématiques que nous devons aborder en tant qu'intendants de la gestion publique de la ville. Nous devons garantir le droit collectif à vivre dans des villes justes, inclusives et durables. Dans cette optique, un des axes transversaux est d'inclure la perspective de genre dans toutes les politiques publiques urbaines.

De plus, je pense que débattre est important. Nous sommes un pays d'immigrants, et nous écoutons aujourd'hui les débats des Européens sur les questions migratoires. Nous recevons à beaucoup de citoyens du monde entier, et récemment beaucoup du Proche-Orient. Nous avons une grande responsabilité et une fierté de pouvoir être réellement solidaires.

Les citoyens de Cordoba sont passionnés par la participation citoyenne. Nos politiques cherchent à garantir la gouvernance, pas seulement au niveau politique. A Cordoba, nous avons été pionniers au niveau de la participation citoyenne en Argentine. Nous comprenons que le chemin vers la gouvernance passe par un processus de construction de politiques publiques basées sur la participation citoyenne, dans la connaissance des différents besoins. Il faut apporter des solutions aux besoins et démarches qui se réalisent en relation avec les ODD. Nous travaillons sur l'appropriation des agendas par les villes, grâce à la participation active et directe dans la prise de décisions. Il faut donner plus de force au contexte et encourager cette territorialisation participative et inclusive. Je voudrais avant tout vous dire qu'en Amérique latine et à Cordoba, il y a une participation importante des citoyens dans à travers la santé, les écoles, les jardins, les enfants, etc.

Nous sommes convaincus que c'est à travers ces expériences que les gouvernements locaux peuvent se développer dans le monde, par la gouvernance du développement social et la participation citoyenne. Les politiques doivent être à disposition des habitants. Nous sommes en chemin, nous ne nous occupons pas seulement de créer, mettre en place et résoudre des inconvénients, nous sommes aussi à l'écoute.

Nous voulons vous remercier pour cette invitation et nous engager de nouveau avec CGLU et Cités Unies France, pour que les villes puissent être entendues et que nous puissions continuer d'avancer pour l'atteinte de ODD.

Madame Emilia SAÏZ, Secrétaire générale de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

Bonjour, c'est un plaisir d'être ici. Je suis ravie car cette rencontre représente les valeurs de CGLU, de la solidarité et la création ensemble. Nous sommes en train de voir notre monde évoluer d'une manière qu'on ne comprend pas toujours, ou qui ne répond pas aux visions qu'on peut en avoir au niveau local, au niveau individuel. C'est ce que je voudrais transmettre. Les discussions semblent parfois générales et loin de notre réalité, mais l'agenda international est quelque chose qui nous touche tous. C'est très proche de ce que l'on doit faire chaque jour et de ce que les élus locaux ont comme responsabilité.

Nous devons comprendre la localisation de l'agenda comme l'opportunité de donner forme à cet agenda international depuis les réalités locales, car c'est à ce niveau que nous retrouvons l'humanité et les valeurs. Les discussions se déroulant au niveau mondial donnent parfois l'impression que nous ne sommes pas concernés localement. Cependant, nous avons bien quelque chose à faire. Nos travaux changent, les achats que nous faisons viennent de très loin, nos données et goûts deviennent des informations des grandes entreprises et enfin, nous oublions que nous pourrions être dans une barque en mer Méditerranée et que nous aimerions qu'on nous sauve. Toutes ces choses nous paraissent très lointaines. Pour les rendre plus proches, il est nécessaire de les approprier au niveau local. Ainsi, en appliquant les valeurs locales et à partir de l'échelle humaine, il faut influencer les agendas internationaux. Nous n'avons pas toutes les réponses, mais ces réponses doivent partir de valeurs autres que la souveraineté, la sécurité, les frontières au dessus de tout.

L'agenda international doit être un agenda qui nous donne espoir. Il me semble que l'agenda 2030, les ODD et l'Accord de Paris constituent un agenda plein d'espoir. Et cela dans un moment où nous nous replions sur nous même pour défendre nos propres intérêts. Il s'agit de se mettre d'accord pour travailler vers un objectif commun. Il faut aujourd'hui que les Etats membres comprennent que ce n'est pas quelque chose qu'ils peuvent faire seuls et que nous ne sommes pas là uniquement pour implanter ce qu'ils décident. Nous sommes ici pour aider à rendre ces agendas réels. C'est ce que nous allons apporter à New-York en juillet. CGLU coordonne la représentation des réseaux des collectivités territoriales dans le monde à ce Forum Politique de Haut Niveau. Il est très important pour nous d'avoir cet espace, mais il est encore plus important que les relations entre les gouvernement locaux et les gouvernements nationaux s'accordent avant d'arriver à ce Forum. C'est dans les pays qu'il faut travailler pour ensuite le partager là-bas. Le Forum doit nous aider à comparer des données, voir ce qu'on fait bien ou mal et surtout, avoir des discussions sur les politiques réelles.

Il faut apporter cette conscience de l'environnement international, dire que nous sommes ici pour apprendre et améliorer les choses, mais aussi pour les diriger et orienter. Il faut mettre en avant le fait que l'AICT, c'est aussi anticiper et faire face aux

changements et aux transformations des modèles. Nous allons affronter les transformations dans les modèles économiques. Il faut revoir ces modèles dans lesquels les gouvernements nationaux prennent des décisions sur des choses qui impactent fortement le niveau local et dans lesquels les grandes entreprises ont plus d'influence sur la vie des citoyens que les décisions des collectivités. Pour cela, il va falloir qu'il y ait un changement d'acteurs. Il y a des niveaux dans lesquels la subsidiarité doit avoir plus d'importance. Nous devons changer notre relation avec la planète, en repensant le transport par exemple. Dans ces trois axes de transformation, les gouvernements locaux ont beaucoup à faire. Ils sont le plus près des citoyens et portent ainsi le discours à échelle humaine. Notre futur doit être entre nos mains et pas dans celui des multinationales. C'est pour cette raison que je suis ici aujourd'hui : pour que notre travail de chaque jour et l'opportunité qui nous donne cet agenda global 2030, arrive jusqu'aux citoyens et nous aide à les rendre chaque jour plus heureux.

Monsieur Jérémie Pellet, Directeur général adjoint, Agence Française de Développement :

Je me réjouis des perspectives que vous avez tirées pour cette belle association qu'est CUF. Je pense qu'elle est importante dans un contexte dans lequel l'internationalisation des territoires est une priorité, et dans lequel le gouvernement a souhaité renforcer son action en faveur de l'Aide Publique au Développement avec, comme vous le savez, une ambition forte qui est de consacrer 0,55% du revenu national à l'APD d'ici à 2022. Cela représente, sur 100 euros de richesse créée, 55cts pour aider les pays du sud. Deux-tiers de cet accroissement sera porté par l'aide bilatérale et par sa principale plateforme, l'AFD. Dans le contexte où nous avons une mission d'accompagnement de l'AICT, il est important que nous puissions nous appuyer sur des partenaires forts, et le principal de ces partenaires est évidemment CUF.

Ce que nous avons souhaité dans le cadre de l'AICT, c'est que les membres de Cités Unies France puissent bénéficier d'un appui porté par l'AFD et la Délégation de l'action extérieure des collectivités locales du MEAE. Il s'agit d'un appui pour monter des projets, planifier une stratégie à l'international et construire des projets de coopération décentralisée, afin d'aller vers la territorialisation participative et inclusive, comme l'a qualifiée Monsieur Javier Ramon MESTRE.

Qu'est-ce qui motive l'AICT ? La solidarité, la volonté d'échanger autour de problématiques communes sur le développement durable, la volonté de projeter son savoir-faire et d'accompagner l'internationalisation de ses entreprises et ONG. Toutes ces raisons sont légitimes et justifient une spécificité française, qui est l'implication forte des collectivités locales dans ces problématiques d'action extérieure. Notre souhait est de les renforcer et les accompagner. On peut rappeler ce que nous avons fait sur le continent sud-américain : c'est un territoire nouveau pour l'AFD, car nous avons commencé à y intervenir seulement au début des années 2000. C'est un territoire sur lequel nous avons eu une croissance extrêmement forte. Nous avons commencé avec le Mexique, le Brésil, et depuis 2013, on « ouvre » un pays par an, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie, Cuba, Argentine, en 2017. Dans ces territoires, il y a un trait marquant :

l'urbanisation comme Monsieur Javier Ramon MESTRE l'a rappelé. Le continent sud-américain est le plus urbanisé au monde. Sur ces territoires, il y a énormément de coopération décentralisée avec les collectivités françaises. L'Amérique latine partage avec l'Europe et la France beaucoup de valeurs, problèmes éthiques et cultures communes, qui fait que les coopérations se passent très bien avec des grandes villes, comme Mexico et Sao Paulo, mais aussi avec les villes plus petites. Par exemple, il y a une coopération que le Département de Meurthe-et-Moselle a déployé en Equateur, après le séisme d'avril 2016, pour faciliter la reconstruction du pays, avec l'aide de CUF. C'est un bon exemple de ce que peut apporter une collectivité française dans ces territoires. Dans le contexte où nous avons une action forte et volontariste en Amérique latine, nous souhaitons nous appuyer au maximum sur les compétences des collectivités locales françaises pour que les collectivités locales des pays du Sud et d'Amérique latine soient valorisées à leur véritable rôle. Le sujet d'argent est toujours difficile avec l'Argentine. En effet, dans son histoire monétaire, le pays a souvent fait défaut à ses créanciers internationaux. En revanche, une ville comme Buenos Aires n'a jamais fait défaut. Cela montre que les collectivités locales sont parfois mieux gérées que les Etats eux-mêmes.

Je reviens sur la nécessité et les outils pour accompagner cette action extérieure des collectivités locales françaises. L'AFD est la plateforme française pour porter l'Aide au Développement. Nous avons des instruments pour intervenir auprès des Etats et collectivités locales du Sud. Nous avons des instruments pour financer des entreprises privées portés par notre filiale Proparco. L'an prochain, notre agence d'expertise publique, Expertise France, rejoindra le groupe AFD. Nous avons donc tous les outils qui nous permettront d'accompagner l'action extérieure des collectivités locales. Nous souhaitons agir sur nos territoires d'intervention au bon niveau qui est souvent l'échelon territorial. C'est l'échelon opérationnel à partir duquel les ODD sont mis en œuvre quotidiennement : l'accès à l'eau, à l'énergie, la santé, les problématiques d'éducation, etc. Nous nous sommes dotés d'un instrument qui nous permet d'accompagner les collaborations entre collectivités locales françaises et étrangères : la FICOL. Cet instrument représente aujourd'hui 8 millions d'euros. Il a connu un nombre de projets exponentiel, triplé entre 2017 et 2018. Notre objectif est de pouvoir accompagner 100 projets de coopération décentralisée en 2020 et 150 en 2022. Avec un focus qui n'est pas uniquement sur les collectivités métropolitaines, mais aussi sur l'Outre-mer. La FICOL a été renforcée, afin de pouvoir démultiplier les bénéficiaires de l'Aide Financière au Développement. Nous souhaitons utiliser vos compétences au quotidien pour appuyer le développement local, pour avoir un dialogue direct entre services techniques du Nord et du Sud, mais aussi pour notre territoire métropolitain. On en parle assez peu et l'AFD reste une institution assez peu connue au niveau national. Nous avons donc besoin de vous, des collectivités locales, qui font au quotidien un travail de fond.

Je voudrais ajouter un dernier mot plus pratique. Monsieur le Ministre a pu apporter des précisions très utiles sur la mise en œuvre concrète de ces actions de coopération décentralisée et sur le fait qu'elles puissent être compatibles avec les moyens de maîtrise budgétaire qui ont été décidés avec l'Etat. De notre côté, nous essayons de faire preuve du plus de pragmatisme possible en la matière. Nous essayons d'être le plus rapide possible sur la fluidification des dossiers. Nous prenons en compte le fait qu'en terme de co-financement de la part des collectivités locales françaises, le temps passé sur un projet puisse être valorisé. Nous essayons donc de faire en sorte que cette dynamique de

solidarité internationale, qui a eu tendance à baisser en volume ces dernières années pour des raisons traditionnelles électorales liées aux choix dans les dépenses financées par les collectivités locales, soit mieux mise en valeur. De notre point de vue, nous avons atteint un seuil bas et j'espère que les perspectives seront un peu à la hausse dans les années qui viennent.

Nous souhaitons, dans les années à venir, pouvoir accompagner les bons projets. Dans ce cadre, il faudra aussi qu'on continue la réflexion sur la stratégie la plus optimale de financement des projets de solidarité qui émane des territoires. Du côté de l'AFD, nous continuerons à venir dans les collectivités pour en discuter avec vous, avec les élus. Il est important de continuer ce dialogue, avec tous les acteurs du terrain, pour améliorer le dispositif, être à l'écoute, tester de nouvelles modalités et élargir le champ de l'action pour atteindre les ODD et l'agenda ambitieux fixé par les Nations Unies pour 2030.